



Association pour l'Histoire
de la Protection de la Nature
et de l'Environnement



Protection de la nature et de l'environnement en Corse

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées versées aux départementales ou conservées chez les acteurs privés et associations XVIIIe-XXIe siècles

par Patrick Cavalié
archiviste, membre de l'AHPNE

Guide des sources

mise à jour le 27/10/25

Paris
2025

Sommaire

Remerciements	5
Avant-propos	6
Introduction	7
Repères bibliographiques	11
1ère partie : Archives publiques	12
<u>Stratégie</u>	12
National.....	12
Communication.....	12
Corse-du-Sud.....	12
Economie d'énergie.....	15
National.....	15
<u>Agriculture, forêt</u>	16
Agriculture.....	16
Haute-Corse.....	16
Forêt.....	19
National.....	19
Corse-du-Sud.....	20
<u>Construction, sites et paysages</u>	21
Sites.....	21
National.....	21
Corse-du-Sud.....	22
<u>Eau, biodiversité</u>	24
Eau.....	24
National.....	24
Espaces naturels.....	25
National.....	25
Corse-du-Sud.....	31
Littoral et milieu marin.....	32
Corse-du-Sud.....	32
<u>Prévention des risques</u>	33
Risques industriels.....	33
National.....	33
Risques naturels.....	34
Corse-du-Sud.....	34
<u>Sécurité et affaires maritimes</u>	36
National.....	36
2ème partie : Archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement	38
<u>Acteurs privés</u>	38
National.....	38
Antoine Serge, haut fonctionnaire.....	38
Corse-du-Sud.....	45
Binet Eric, haut fonctionnaire.....	45
Leenhardt Michel, directeur-fondateur du parc national de Corse.....	47

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en Corse

<u>Associations</u>	49
Corse-du-Sud.....	49
Conseil d'architecture d'urbanisme et d'environnement de la Corse du Sud	49
<u>Annexes</u>	50
<u>Liste des sigles</u>	50
<u>Liste des illustrations</u>	52
Les falaises de Bonifacio.....	52
Le printemps de l'environnement en Corse.....	53
Entretiens de personnalités de la protection de la naturel.....	54
Binet Eric, Directeur régional de l'environnement Corse 1989-1991.....	54
<u>Index des institutions et associations</u>	55
<u>Index matière</u>	56
<u>Géolocalisation des fonds d'archives publiques et privées</u>	57
<u>Sites Internet</u>	58

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en Corse

Historique des versions

Version	Date	Commentaires
1	06/04/24	1ère version
2	25/06/24	Ajout des descriptifs de fonds d'archives conservés aux Archives départementales

Suivi par

Patrick CAVALIE - AHPNE
Tél. : 06 80 66 65 03
e-mail: cav6aliepatrick@gmail.com

Rédacteur

Patrick Cavalié

Selecteur

Archives départementales

Sites Internet

Archives départementales de la collectivité de Corse¹

Archives nationales²

AHPNE (site Ressources)³

¹ <http://archives.isula.corsica/>

² Salle de lecture virtuelle <https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/>

³ <https://ressources.histoire-environnement.org/Ressources>

Remerciements

Cette conservation patrimoniale ainsi que sa valorisation n'auraient pu se réaliser sans la volonté des Archives départementales de la collectivité de Corse et les Archives nationales,

Grâce à cette synergie, les services déconcentrés ministère, préfectures et conseils départementaux ont versé plus de 7000 dossiers aux Archives nationales et départementales.

Avant-propos

Archives publiques

C'est conformément à l'article 213-1 à 3 du Code du Patrimoine qui régit les délais de communicabilité des documents et dans le respect de celui-ci que les archivistes de la mission des archives au sein du ministère de la transition écologique et solidaire œuvrent à la préservation de l'écrit du patrimoine naturel du territoire. De même, les Archives départementales contrôlent et collectent la production des archives émanant des services déconcentrés de l'État.

Archives privées

Si l'on excepte l'actuelle Société nationale de protection de la nature (SNPN) qui est l'héritière de la Société Impériale zoologique d'acclimatation fondée en 1854, la Société pour la protection des paysages et de l'esthétique de la France (SPPEF), fondée en 1901 et la Ligue française pour la protection des oiseaux (LPO) fondée en 1912, la plupart des associations de protection de la nature et de l'environnement sont apparues à partir de la fin des années 1950 en France telle la Société d'étude et de protection de la nature en Bretagne (SEPNB) ou l'Association pour la prévention de la pollution atmosphérique (APPA) créées en 1958. C'est surtout dans les deux décennies suivantes qu'elles se multiplient dans les différentes régions françaises.

Certaines associations, généralistes, œuvrent dans tous les domaines de la protection de l'environnement, à l'échelle régionale ou départementale. D'autres sont plus spécialisées et se concentrent sur un territoire et/ou un sujet spécifique. Leurs modes d'actions sont multiples : leurs militants informent les citoyens, rencontrent les élus et les décideurs, mènent des actions de terrain (nettoyage de site, inventaires naturalistes...), forment les bénévoles, gèrent des espaces protégés ou encore participent aux débats et aux consultations publics.

La sauvegarde et la valorisation des archives d'acteurs privés de la protection de la nature et de l'environnement en vue, notamment, de leur exploitation par les historiens et les chercheurs est une des motivations de l'Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement (AHPNE). Outre les archives publiques dont la conservation est assurée par les Archives nationales et départementales, il existe une multitude de documents et fonds d'archives environnementales chez des particuliers et des associations qui sont ni classées ni répertoriées et ne sont donc généralement pas connues et sont donc, de ce fait, peu disponibles.

En conséquence, l'AHPNE s'est fixée, entre autres objectifs, celui de favoriser le rassemblement, le classement et la conservation de tout document utile à la connaissance de cette histoire.

Introduction

Pour la 1ère fois, un instrument de recherche présente des sources d'archives historiques publiques mais aussi privées au niveau régional.

Archives publiques

Panorama sur les archives définitives

Le guide présente le catalogue des archives définitives (ou archives d'intérêt historique) issues des services déconcentrés, préfectures et conseils départementaux. Comme cité précédemment, ces archives ont fait l'objet de versements auprès des services d'archives patrimoniaux où elles sont conservées : archives départementales (services déconcentrés).

Périmètre chronologique et administratif⁴

C'est donc près de quarante-six années d'inventaires d'archives ministérielles patrimoniales, en lien avec le thème de la protection de la nature et de l'environnement qui sont présentées et répertoriées au sein de ce guide.

En effet, c'est en janvier 1971 que fut créé le ministère de l'environnement, quand Robert Poujade, sous le gouvernement de Jacques Chaban-Delmas, est nommé ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la protection de la nature et de l'environnement.

C'est donc une création récente, qui suit la vague de renouveau de l'écologie en 1970 et s'inscrit dans la lignée des mesures de protection de la faune et de la flore de 1957.

Après son départ du gouvernement, il qualifiera alors, dans un livre, son ministère de « ministère de l'impossible ».

La création d'un grand ministère par la fusion de deux fonctions historiquement distinctes, l'écologie et l'équipement ainsi que des services du ministère de l'industrie est décidée par le président de la République Nicolas Sarkozy lors de sa prise de fonction en mai 2007.

⁴ Vous trouverez dans cet ouvrage chapitre quelques fonds d'archives couvrant la période XIX-XXe siècles. Les références sont issues de l'ouvrage d'Andrée Covol "Les sources de l'histoire de l'environnement", 2003

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en Corse

Son but est de créer un grand ministère à confier à un ministre d'État et de respecter ainsi sa signature du «pacte écologique » de Nicolas Hulot qui stipulait la création d'un poste de vice-premier ministre chargé du développement durable. Après un court passage d'Alain Juppé c'est Jean-Louis Borloo qui prend la fonction de « Ministre d'État, ministre de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la Mer, chargé des technologies vertes et des négociations sur le climat ».

Parallèlement, de nouveaux services déconcentrés se créent en région et département. En région, les Directions régionales de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) sont issues de la fusion des Directions régionales de l'environnement (DIREN), des Directions régionales de l'équipement (DRE) et des Directions régionales de l'industrie, de la recherche et de l'environnement (DRIRE). Elles interviennent dans les domaines de l'eau, de la biodiversité, de la prévision et de la prévention des risques, de l'énergie, de l'aménagement, de l'urbanisme et de la construction, de la mobilité des transports et de leurs infrastructures, ainsi que du logement. En outre mer les Directions de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DEAL) correspondent aux DREAL de métropole avec en plus les attributions des directions départementales couvrant le périmètre du ministère ainsi que les Direction interrégionales maritimes (DIRM) créées en métropole.

En département, hors mis l'outre-mer, les Directions départementales des territoires et de la mer (DDTM) résultent de la fusion des Directions départementales de l'équipement (DDE), des Directions départementales de l'agriculture et des forêts (DDAF) et des directions départementales des affaires maritimes (DDAM)

Le 14 novembre 2010, lors de la formation du gouvernement de François Fillon, il est rebaptisé « ministère de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement ». Jean-Louis Borloo quitte le gouvernement, et est remplacé par Nathalie Kosciusko-Morizet, celle-ci n'a pas le titre de ministre d'État que portaient les précédents titulaires du poste.

Depuis mai 2012, sous la présidence de François Hollande, l'Énergie revient dans les attributions du ministère qui devient « ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie ». En juillet 2013, la Direction des pêches maritimes et de l'aquaculture (DPMA) est détachée du ministère de l'agriculture pour être incorporée au ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

Le ministre porte les négociations sur le climat dans son intitulé entre 2007 et 2010, et de 2016 à 2017. Le ministère est renommé ministère de la transition écologique et solidaire lors de la nomination du gouvernement d'Édouard Philippe, ses attributions sont globalement conservées mais la DPMA réintègre le ministère de l'agriculture et de l'alimentation. Il reste chargé de la politique environnementale, de la politique énergétique, de la politique de la mer et des transports.

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en Corse

Vous trouverez donc, à travers ce guide des sources, quarante-six années d'archives des cabinets ministériels illustrant la déclinaison des politiques publiques dans le domaine de la protection de la nature et de l'environnement : maîtrise de l'énergie, les thèmes de l'énergie et du climat, le domaine de l'eau et de la biodiversité, les préservation des espèces animales et végétales, la prévention des risques , l'agriculture et forêt

L'impulsion de ces politiques publiques se faisait par le biais des cabinets ministériels, puis par des directions opérationnelles d'administrations centrales et enfin étaient déclinés localement par les implantations ministérielles régionales ou départementales (directions départementales, directions régionales ...).

Ainsi, tendent à être répertoriées de façon exhaustive :

. les archives des services déconcentrés en charge du domaine de la protection de la nature et de l'environnement de 1971 à 2017. Nous y trouvons aussi des collections antérieures à cette période

Importance matérielle des dossiers Répertoires

A chaque répertoire détaillé sont mentionnés, le service d'origine, les dates extrêmes, la description détaillée, la cote, localisation, conditions d'accès. Un lien dynamique permet d'aller directement sur les sites Internet des Archives départementales⁵.

Ce guide regroupe plus de 3 500 dossiers décrits.

AHPNE

⁵ Annuaire des Archives départementales : <https://francearchives.fr/fr/annuaire/departements>

Archives privées

L'Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement (AHPNE) s'est fixée comme objectif de favoriser le rassemblement, le classement et la conservation de tout document utile à la connaissance de cette histoire.

Suite à une enquête en 2010 auprès des associations, l'AHPNE a constaté la situation suivante :

- Plusieurs milliers d'associations de protection de nature sur le territoire
- Peu de recherche dans le domaine de la protection de l'environnement en France
- Peu de don aux Archives nationales/départementales
- Pas de conservation ni de valorisation des archives dans les associations ?

Afin de répondre à ces questions l'AHPNE a mis progressivement en place une politique de rédaction d'inventaires d'archives⁶

L'AHPNE a donc réalisé ces inventaires d'archives depuis 2011 en partenariat avec les Archives nationales, les Archives départementales du Finistère, et de la Région Centre Val-de-Loire (Cher, Eure-et-Loir, Indre, Indre-et-Loire, Loir-et-Cher, Loiret)

Les archives départementales de la Seine-Maritime ont réalisé elles-mêmes ceux concernant le département.

Les inventaires ont pu être réalisés grâce au financement

- du ministère de la transition écologique et solidaire pour le Finistère,
- du Conseil régional Centre-Val de Loire pour cette région.
- de France nature environnement

Ce guide regroupe plus de 10 000 dossiers des fonds d'archives d'acteurs privés ou associations de protection de la nature conservés dans leurs locaux.

Patrick Février, Président de l'AHPNE

⁶ L'ensemble des inventaires sont consultables sur le site Internet <https://ressources.histoire-environnement.org/Ressources>

Repères bibliographiques

Ministère

- Le ministère de l'impossible⁷, Robert Poujade, Paris- Calmann-Lévy, 1975.

Association de protection de la nature

- La nature n'est plus ce qu'elle était [sous la dir. J. P. Raffin, Daniel Sibony et David Western], étude, Editions de l'Aube, 2002
- L'ABCdaire des ours , Sophie Bobbé, Jean-Pierre Raffin, Paris : Flammarion, 1997
- L'écologie: comprendre la nature : rencontre avec Jean-Pierre Raffin . Lucien Buisson, Jocelyne Pied, Pierre Guérin, réal. Jean-Pierre Raffin, ill. interview de Jean-Pierre Raffin, Cannes la Bocca : Coopérative de l'enseignement laïc, 1987
- Connaître les plantes protégées [sous la dir. de J. P. Le Duc et J. P. Raffin] Paris : Fédération française des sociétés de protection de la nature, 1986
- Les cahiers rationnalistes n° 274 :La Vanoise et les parcs nationaux français, Jean-Pierre Raffin et Roland Platel, 1970
- Les cahiers rationnalistes n° 265 :Plaidoyer pour la zoologie Jean-Pierre Raffin et Roland Platel, 1969.
- La place de l'environnement dans les médias [sous la dir. Claude-Marie Vadrot], enquête, Victoires éditions, 1998 (enquêtes réitérées en 2002, 2005 et 2007 mais non publiées).
- Annuaire des 1000 associations pour l'environnement [sous la dir. Claude-Marie Vadrot], annuaire, Victoires éditions, 2001.

Guides des sources

- Les sources de l'histoire de l'environnement, 3 tomes, [sous la dir. d'Andrée Covol], L', Harmattan, 1999-2003
- Guide des sources sur les archives de l'environnement : « Aperçu des fonds d'archives publiques et privées », Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement, 2022⁸

⁷ Consultable <https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k33608882/f17.image.textelimage>

⁸ Téléchargeable <https://ressources.histoire-environnement.org/Le-guide-des-sources-sur-les-archives-de-l-environnement>

1ère partie : Archives publiques

Stratégie

National

Versement 20080062⁹

Ministère : Écologie et développement durable

Direction générale: Administration, finances et affaires internationales

Sous direction : Service des affaires internationales

Sommaire

Art 1-29 : Plan d'action pour la Méditerranée (PAM). 1950-1997

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 29

Métrage linéaire : 3.00 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Communication

Corse-du-Sud

Versement 1514 W¹⁰

Direction régionale de l'environnement de Corse

Sommaire

1514 W 1 - 39: études produites et reçues concernant la biodiversité, les sites et paysages

1923-2004

⁹ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaillée-Administration-centrale-Plan-d-action-pour-la>

¹⁰ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaillée-DIREN-Corse-études-produites-et-recues-1923-2004/>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en Corse

Métrage linéaire: 4

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales de Corse-du-Sud

Versement 1596 W¹¹

Direction régionale de l'environnement de Corse

Sommaire

1596 W 1 - 17: Financement d'études ou de projets d'opérations terminées relatives à l'environnement dans le cadre de différents programmes concernant la biodiversité, les sites et paysages

1999-2008

Métrage linéaire: 2

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales de Corse-du-Sud

Versement 1502 W¹²

Direction régionale de l'environnement de Corse

Sommaire

1502 W 1 - 26: Financement d'études, 1986-2002

notamment

¹¹ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaillée-DIREN-Corse-Financement-d-études-relatives-a-1>

¹² Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaillée-DIREN-Corse-études-Parc-marin-international-des>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en Corse

1502 W 9: Assistance architecturale et réhabilitation du bâti Parc naturel régional de Corse PNRC (2002) ; Protection et gestion grande faune 1994-1995 PNRC (2002).

Façades de la ville de Bastia (2002) ; Verger conservatoire de Corte PNRC (2002) ; Plan de paysage de Biguglia (2002) ; Façades de la ville d'Ajaccio (2002).

1502 W 21 - 23 : Parc marin international des Bouches de Bonifacio

dossiers DOCUP et INTERREG

2002

Métrage linéaire: 2,60

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales de Corse-du-Sud

Versement 1299 W¹³

Conseil d'architecture, d'urbanisme et d'environnement de Corse-du-Sud

Sommaire

1299 W 1 - 2: administration , présentation du service, statuts, conseil d'administration, organisation du service, rapports avec la fédération nationale des CAUE (1979-1986).

1299 W 4 - 8: actions de sensibilisation à l'urbanisme et à l'environnement : dossiers d'intervention (1979-1987).

Enquête réalisée en collaboration avec le Parc Naturel Régional sur l'urbanisme des villages : questionnaires par école (1984).

Métrage linéaire: 0,90

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales de Corse-du-Sud

¹³ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaillée-CAUE-Corse-du-Sud-actions-de-sensibilisation-a-1>

Economie d'énergie

National

Versement

20050139¹⁴

Date

1948-1990

Nom du producteur

Agence française pour la maîtrise de l'énergie - Commissariat à l'énergie solaire - Agence pour les économies d'énergie

Localisation physique

Archives nationales

Description

Présentation du contenu

Sommaire

Archives de l'Agence pour les économies d'énergie (AEE) (1974-1982), du Commissariat à l'énergie solaire (COMES) (1978-1982) et de l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie (AFME) (1982-1990).

20050139 art. 85-89 : économies d'énergie et énergies nouvelles (dont art. 88-89 : énergie solaire à Ajaccio, au lieu-dit Vignola, en Corse)

Métrage linéaire

0,60

¹⁴ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaillée-Agence-française-pour-la-maitrise-de-l-énergie-887>

Agriculture, forêt

Agriculture

Haute-Corse

Versement 1042 W¹⁵

Direction départementale de l'agriculture et de la forêt de Haute-Corse

Sommaire

Alimentation en eau potable, remembrement ...

1935-1989

Métrage linéaire: 3 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales de Haute-Corse

Versement 1067 W¹⁶

Direction départementale de l'agriculture et de la forêt de Haute-Corse

Sommaire

Calamités agricoles, apiculture .

1976-1986

Métrage linéaire: 7 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales de Haute-Corse

¹⁵ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaillée-DDAF-Haute-Corse-Alimentation-en-eau-potable>

¹⁶ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaillée-DDAF-Haute-Corse-calamites-agricole-apiculture>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en Corse

Versement 1088 W¹⁷

Direction départementale de l'agriculture et de la forêt de Haute-Corse

Sommaire

Programme protégé méditerranéen

1966-1998

Métrage linéaire: 15 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales de Haute-Corse

Versement 1084 W¹⁸

Direction départementale de l'agriculture et de la forêt de Haute-Corse

Sommaire

primes, indemnités, ..

1966-1998

Métrage linéaire: 15 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales de Haute-Corse

¹⁷ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaillée-DDAF-Haute-Corse-programme-protege-mediterraneen>

¹⁸ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaillée-DDAF-Haute-Corse-primes-indemnites-1966-1998>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en Corse

Versement 1103 W¹⁹

Direction départementale de l'agriculture et de la forêt de Haute-Corse

Sommaire

Indemnité compensatoire de handicaps naturels (ICHN), prime au maintien du troupeau de vaches allaitantes (PMTVA) .

1991-1996

Métrage linéaire: 4 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales de Haute-Corse

Versement 1098 W²⁰

Direction départementale de l'agriculture et de la forêt de Haute-Corse

Sommaire

Enquêtes des structures agricoles

1988-1997

Métrage linéaire: 4 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales de Haute-Corse

¹⁹ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaillée-DDAF-Haute-Corse-primes-indemnités-1991-1996>

²⁰ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaillée-DDAF-Haute-Corse-enquêtes-des-structures>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en Corse

Forêt

National

Versement 19860672²¹

Ministère : Agriculture

Direction : Forêt

Sous-direction : Aménagement et équipement forestier

Sommaire

Art 16-22 : Préparation de la loi No 1925 de 1980 sur la forêt : Forêt méditerranéenne : Défrichement, schéma directeur forestier du Languedoc Roussillon, mission interministérielle Méditerranée, 1971-1984.

Nombre d'articles : 7

Métrage linéaire : 1 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19970334²²

Ministère : Agriculture

Direction : Espace rural et forêt

Sommaire

Art 4-11 : Forêt méditerranéenne, 1979-1991.

Métrage linéaire : 1ml

²¹ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaillée-protection-et-aménagement-d-espace-naturel-1947>

²² Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaillée-protection-des-forets-1966-1991>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en Corse

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Lieu de conservation : Archives nationales

Corse-du-Sud

Versement 1448 W²³

Direction départementale de l'agriculture et de la forêt de Corse-du-Sud

Sommaire

1448 W 1 - 11: Dossiers techniques des opérations relatives aux travaux forestiers, boisements et reboisements.

1980-1993

Métrage linéaire: 1

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales de Corse-du-Sud

²³ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaillée-DDAF-Corse-du-Sud-travaux-forestiers-boisements>

Construction, sites et paysages

La Loi des 21-24 avril 1906 organisant la protection des sites et monuments naturels de caractère artistique, à l'initiative de Charles Beauquier, est la première loi sur la protection des sites naturels, des paysages et des monuments naturels en France. Une loi qui sera abrogée et remplacée par la loi du 2 mai 1930.

Sous la dénomination d'espaces protégés étaient regroupés d'une part les sites protégés (loi du 2 mai 1930), d'autres part les constructions en abords de monuments historiques et les secteurs sauvegardés (lois des 25 février 1943 et 4 août 1962). Ces attributions ont relevé de l'Éducation nationale puis de la Culture jusqu'en 1978 ; la réorganisation de 1995 les a partagés entre la l'Environnement (pour les sites) et la Culture (pour le reste).

Les espaces protégés ont formé de 1978 à 1995 une sous-direction, sous des dénominations diverses (en 1978 sites et espaces protégés, en 1985 mise en valeur et protection des espaces).

Sites

National

Versement 19890126²⁴

Ministère: Culture

Direction: Architecture

Sous-direction: Sites, espaces protégés

Sommaire

Art 1-21 : Commission départementale des sites :

Chantiers intellectuels, représentants du ministre, inspecteurs par département, lignes électriques par département,

procès-verbaux commission départementale des sites par département, procès-verbaux commission supérieure des sites, 1930-56

Art 21-24 : Périmètres surveilles, classés par département et commune, 1942-43

Art 25-128 : Sites. Avis et rapports, dossiers classés par département et commune, 1908-73

Art 129-140. Affichage : Généralités et dossiers par département, composés de : Généralités, réglementation et cas par commune, 1911-70

²⁴ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaillée-Ministère-Culture-Commission-départementale-des>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en Corse

Métrage linéaire: 14

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20090321²⁵

Ministère : Écologie et développement durable

Direction : Nature et paysages

Sous-direction : Sites et paysages

Sommaire

Art 1-11 : sites classés et inscrits : fiches cartographiques sous forme de calque comportant un croquis de délimitation du site et un extrait de décret ou arrêté de création du site (classement par département) , 1909-1977

20090321/3/7-20090321/3/9 : Corse (1909-1977)

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Lieu de conservation : Archives nationales

Corse-du-Sud

Versement 1091 W²⁶

Préfecture de la Corse-du-Sud

Sommaire

²⁵ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaillée-Administration-centrale-sites-classes-et>

²⁶ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaillée-Prefecture-de-Corse-du-Sud-commission>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en Corse

1091 W 1 - 16: Protection de l'environnement et de la nature, architecture, commission départementale des sites

1956-1983

Métrage linéaire: 1,60

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales de Corse-du-Sud

Eau, biodiversité

Eau

National

Versement 19850439²⁷

Ministère : Environnement

Direction : Eau

Sommaire

Art 9-22 : Brochures : bulletin de l'association internationale permanente des congrès de navigation (AIPCN),

annuaires hydrologiques (Rhône, **Méditerranée, Corse**, Bretagne, Artois, Picardie, nord), exploitation du réseau hydrologique de base du bassin Rhône Méditerranée Corse, réseau d'études hydroclimatologiques et d'annonce des crues (subdivision hydraulique de Nîmes), cahiers océanographiques

1960-1980

Communicabilité : libre

Lieu de conservation : Archives nationales

²⁷ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaillées-commission-de-l-eau-inondations-1937-1980>

Espaces naturels

National

Versement 20070642²⁸

Ministère : Écologie et développement durable

Direction : Nature et paysages

Sous-direction : Espaces naturels

Sommaire

20070642/1-2, 7,10-20, 23-28, 30-31, :Séances du Conseil national de la protection de la nature (CNPN) concernant la Corse

1951-2002

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Métrage linéaire : 2 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20080058²⁹

Ministère : Écologie et développement durable

Direction : Nature et paysages

Sous-direction : Espaces naturels

Sommaire

Art 1-4 : Réserves naturelles (RN) : législation, méthodologie, synthèses de gestion et études. 1976-2004

Art 4 (suite)-5 : Espaces naturels, réserves naturelles : gestion, études (classement par département), 1985-2000

²⁸ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaillée-Administration-centrale-Conseil-national-de-la>

²⁹ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaillée-Administration-centrale-reserves-naturelles-1973>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en Corse

Art 6-10 : Réserves naturelles volontaires (RNV) : création et gestion (classement par département), 1997-2000

Art 10 (suite)-12 : Protection de biotope : législation, décisions, arrêté de protection de biotope (APB) (classement par département), 1975-2005

Art 12 (suite) : Réserves biologiques domaniales (RBD) et non domaniales, forêts biologiques domaniales (FBD) : arrêtés d'aménagement, 1979-1987

Art 13-156 : Réserves naturelles : textes de classement, consultations locales et nationales, études, enquêtes, plans, cartes, contentieux (classement par département), 1962-2002

Art 157-159 : Réserves naturelles : projets de classement.(classement par département), 1973-2002

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 159

Métrage linéaire : 53.00 ml (159 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20130453³⁰

Ministère : Mer

Etablissement : Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer

Sommaire

Base Océanologique de Méditerranée

Art 1 : Historique et fonctionnement, 1971-1979

Art 2-3 : Contrats CNEXO physiologie hyperbare, 1971-1985

Art 4-5 : Piles à combustibles COMEX/CNEXO, 1979-1983

Art 6 : Services des engins – STSM et STEP, 1971-1977

Art 7 : Commandes et contrats, 1962-1982

³⁰ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaillée-IFREMER-Base-Oceanologique-de-Mediterranee-1952>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en Corse

Art 8-15 : Robotique sous marine, 1986-2001

Art 16-27 : Archimède, 1952-1983

Art 28-41 : Archimède, 1963-1991

Art 42-48 : PLA2 6000, 1981-185

Art 49-58 : SAGA, 1968-2001

Nombre d'articles : 58

Métrage linéaire : 18 ml

Conditions d'accès : communicables selon les articles L.213-1 à 213-8 du Code du patrimoine, sous réserve des restrictions imposées par l'état matériel des documents.

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19880603³¹

Ministère : Environnement

Direction : Protection de la nature

Conservatoire du littoral et des rivages lacustres

Introduction

Créé par la loi 75-602 du 10 juillet 1975 et le décret 75-1136 du 11 décembre 1975, le Conservatoire du littoral et des rivages lacustres est un établissement public à caractère administratif chargé de "mener, dans les cantons côtiers et les communes riveraines des lacs et plans d'eau d'au moins 1000 m², une politique foncière de sauvegarde de l'espace littoral, de respect des sites naturels et de l'équilibre écologique".

Doté des moyens juridiques et financiers nécessaires à la réalisation de ces objectifs, le Conservatoire acquiert des espaces de nature à titre gratuit (par donation ou legs des particuliers) et surtout à titre onéreux (par négociation amiable, préemption ou expropriation) grâce à la subvention budgétaire annuelle que l'Etat lui octroie et aux concours que lui apportent les départements et les établissements publics régionaux.

³¹ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaillée-Administration-centrale-Conservatoire-de-l-1131>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en Corse

Le Conservatoire organise ensuite la gestion de ces immeubles, classés dans son domaine propre ce qui les rend quasiment inaliénables, dont il faut, outre les garantir contre la construction, empêcher la dégradation, maintenir les écosystèmes, protéger la qualité et la richesse de la couverture végétale, conserver l'harmonie des paysages.

Ce versement est constitué des acquisitions de terrains faites par le Conservatoire entre 1975 et 1988, classées par conseil de rivage, département, site puis vente.

Ces dossiers contiennent la préparation de l'acte de vente (délibérations du conseil municipal, conseil de rivage, conseil d'administration du Conservatoire ; projets successif d'acte de vente et original de l'acte signé devant notaire ; enfin inscription de la vente aux hypothèques et au Tableau général des propriétés de l'Etat) et son règlement financier (autorisation de programme, crédits de paiement).

Les ventes n'ayant pas abouti sont regroupées dans les dossiers intitulés "dossier général département"

Sommaire

Acquisition des terrains situés sur le littoral en vue de la protection des sites et de leur aménagement (classement par conseil de rivage, département, site puis terrain) 1976-1988.

Art. 34 à 42 (86 AJ BIS 1416 à 1424) : Méditerranée

Art. 43 à 46 (86 AJ BIS 1425 à 1428) : Corse

Art 43 (86 AJ BIS 1425) : dossier généraux

Art 44 (86 AJ BIS 1426) : Haute-Corse

Art 45 - 46 (86 AJ BIS 1427-1428) :Corse-du-Sud

1976-1988

Communicabilité : libre

Nombre d'articles : 13

Métrage linéaire : 1,30 ml (15 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationale

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en Corse

Versement 19880603³²

Ministère : Environnement

Direction : Protection de la nature

Sommaire

Acquisition des terrains situés sur le littoral en vue de la protection des sites et de leur aménagement (classement par conseil de rivage, département, site puis terrain) 1976-1988.

Art 34-46 : Méditerranée

1976-1988

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Métrage linéaire : 1 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20090381³³

Ministère : Écologie et développement durable

Direction : Nature et paysages

Sous direction : Espaces naturels

Sommaire

Art 1-42 : organisation administrative : Conseil national de la protection de la nature (CNPN). 1979-2007 ; comité interministériel, Direction de la nature et des paysages (DNP), Direction régionale de l'environnement (DIREN). 1993-2004 ; associations, établissements publics. 1995-2007 ; coopération internationale. 1976-2000. 1976-2007

³² Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaillée-Administration-centrale-Conservatoire-de-l-1131>

³³ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaillée-Administration-centrale-espaces-naturels-Natura>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en Corse

Art 43-50 : législation et réglementation générales : code de l' environnement, textes législatifs. 1976-2005

Art 51-100 : agriculture, biodiversité : Natura 2000/agriculture et biodiversité, agriculture et environnement. 1987-2006 ; inventaire des richesses naturelles, gestion du patrimoine naturel, programme environnemental, fiscalité de l'environnement, biocarburants. 1969-2007. 1967-2007

Art 101-282 : milieux aquatiques : politique et gestion de l'eau, gestion des ressources aquatiques. 1988-2004 ; qualité des eaux, dossier toxicologie, plantes aquatiques. 1983-2004 ; cours et plans d'eau : gestion des milieux naturels et fluviaux, gestion des cours et plans d'eau, domaine public fluvial (DPF), entretien des cours d'eau, EDF/surveillance de l'environnement, travaux de restauration, zones inondables. 1983-2007 ; Plan Loire.1987-2006 ; littoral : protection du littoral, Mont Saint-Michel. 1966-2004 . 1966-2007

Art 283-780 : espaces naturels protégés : documents généraux, gestion des espaces naturels, Natura 2000, agendas locaux. 1976-2006 ; zones humides : Natura 2000, RAMSAR. 1977-2005 ; réserves naturelles : Natura 2000, forêts, sites en milieux ouverts, sites classés, réserves naturelles. 1972-2006 ; parcs naturels nationaux et régionaux. 1968-2006. 1968-2006

Art 781-820 : aménagement du territoire : plan de développement durable, gestion des territoires, terroirs et environnement. 1992-2004 ; territoires ruraux : Natura 2000 et développement des territoires ruraux. 1991-2007. 1991-2007

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 820

Métrage linéaire : 71 ml (218 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en Corse

Versement 19840111³⁴

Ministère : Premier ministre

Direction : Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR)
Mission interministérielle pour la protection et l'aménagement de l'espace méditerranéen

Sommaire

Art 1-11 (86 AJ bis 00232-00242). Aménagement du territoire : Mission interministérielle pour la protection et l'aménagement de l'espace naturel méditerranéen. Activités : Dossiers, 1972-1983

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 11

Métrage linéaire : 4 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Corse-du-Sud

Versement 1416 W³⁵

Direction régionale de l'environnement de Corse

Sommaire

1416 W 15 - 16: Parc national marin de Corse et Réserve naturelle de Scandola, Parc naturel régional de Corse : réunions de comités et correspondances

1994-1999

Métrage linéaire: 0,20

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales de Corse-du-Sud

³⁴ Répertoire détaillé [Répertoire d'archives détaillé : protection et aménagement de l'espace méditerranéen, 1972-1983](#)

³⁵ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaillée-DIREN-Corse-Parc-national-marin-de-Corse-et>

Littoral et milieu marin

Corse-du-Sud

Versement 1240 W³⁶

Préfecture de la Corse-du-Sud

Sommaire

1240 W 83 - 84: Acquisition par le conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres de la pinède de Palombaggia : dossier d'enquête d'utilité publique : correspondance, rapport, infraction au code de l'urbanisme

1991

Métrage linéaire: 0,20

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales de Corse-du-Sud

³⁶ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaillée-Prefecture-de-Corse-du-Sud-Acquisition-par-le>

Prévention des risques

Risques industriels

National

Versement 20070113³⁷

Ministère : Écologie et développement durable

Direction : Prévention des pollutions et des risques

Sous direction : Service de l'environnement industriel

Sommaire

Art 1-419 : Installations classées : plaintes, études techniques, avis du ministère, avis judiciaire

classement par département, commune et entreprise

20070113/84-20070113/86

1977-1999

Corse

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 3

Métrage linéaire : 0,3 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

³⁷ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaillée-Installations-classees-plaintes-études>

Risques naturels

Corse-du-Sud

Versement 1540 W³⁸

Direction départementale des territoires et de la mer de Corse-du-Sud

Sommaire

1540 W 1 - 47: Dossiers techniques des opérations relatives à la Défense des Forêts contre les incendies, aux Forestiers Sapeurs (FORSAP) dans le cadre DFCI, aux boisements et aux travaux forestiers

1979-2002

Métrage linéaire: 5

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales de Corse-du-Sud

Versement 1536 W³⁹

Direction départementale des territoires et de la mer de Corse-du-Sud

Sommaire

1536 W 1 - 21: Dossiers techniques des opérations relatives à la Défense des Forêts contre les Incendies

1987-1995

Métrage linéaire: 2

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

³⁸ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaillée-DDTM-Corse-du-Sud-defense-des-Forêts-contre-les>

³⁹ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaillée-DDTM-Corse-du-Sud-defense-des-Forêts-contre-les-3185>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en Corse

Lieu de conservation : Archives départementales de Corse-du-Sud

Versement 457 W⁴⁰

Préfecture de la Corse-du-Sud

Sommaire

457 W 1 - 5: Incendies, secours d'urgence, calamités agricoles, statistiques, 1957-1973

Métrage linéaire: 0,50

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1

Lieu de conservation : Archives départementales de Corse-du-Sud

⁴⁰ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaillée-Prefecture-de-Corse-du-Sud-Incendies-secours-d>

Sécurité et affaires maritimes

National

Versements :⁴¹

Sous-série F/14, Travaux publics : F/14/751-F/14/752, F/14/754, F/14/759, F/14/1120/1, F/14/18374, F/14/19331-F/14/19335, F/14/19470-F/14/19474, F/14/19705-F/14/19710, F/14/19819-F/14/20346, F/14/20441-F/14/20444, F/14/20510, F/14/20743-F/14/20749, F/14/20775-F/14/20776, F/14/20801-F/14/21012.

Sous-série MAR, Marine : MAR/D/2/58, MAR/DD/2/743, MAR/3JJ/174

Ministères : Travaux publics ; Marine marchande

Service des phares et balises

Sommaire

Corse

Cotes : F/14/20260-F/14/20261, 19790684/14, 19800213/83, 19800353/5, 20060419/12, 20060419/17, 20060419/223, 20060419/231-20060419/232, 20160028/11, 20160028/77-20160028/79

1838-2005

Service des phares et balises.

Cotes : F/14/19862, F/14/20250-F/14/20258, F/14/20261, F/14/20926, F/14/21009, 19800213/83-19800213/87, 20060419/223, 20060419/231-20060419/232, 20060419/234-20060419/235, 20111015/73-20111015/89, 20160028/38-20160028/39, 20160028/61-20160028/79

1840-2005

Établissements et infrastructures.

Métrage linéaire : 7

Communicabilité : librement communicable

Lieu de conservation : Archives nationales

⁴¹ Répertoire méthodique <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-methodique-Administration-centrale-phares-et-balises-1685>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en Corse

Versement 1980054⁴²

Ministère : Marine marchande (Secrétariat d'Etat)

Direction : Ports et navigation maritimes

Sous-Direction : Service de la navigation

Art 35-37, 40 : pollution (problème des bouées rouges) et assainissement en Méditerranée

1963-1968

Communicabilité : libre

Métrage linéaire : 0,40 m.l.

Lieu de conservation : Archives nationales

⁴² Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaillée-lutte-contre-la-pollution-marine-1963-1979>

2ème partie : Archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Acteurs privés

National

Antoine Serge, haut fonctionnaire

Référence

20080615⁴³

Niveau de description

Groupe de cotes

Intitulé

Fonds Serge Antoine, haut fonctionnaire du ministère de l'environnement : protection de la Méditerranée

Dates extrêmes

1964-2005

Noms des principaux producteurs

Serge Antoine

Importance matérielle

50 ml.

Langue des documents

Français

Anglais

Institution responsable de l'accès intellectuel

Archives nationales

Localisation physique

Pierrefitte-sur-Seine.

Conditions d'accès

Librement communicable sous réserve des restrictions imposées par l'état matériel des documents et des dispositions de l'art. L.213-2 du Code du patrimoine.

⁴³ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaillée-Serge-Antoine-Amenagement-du-territoire>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en Corse

Conditions d'utilisation

Conformément aux règles de réutilisation des données publiques régies par la loi n°78-753 du 17 juillet 1978, dite loi CADA.

Modalités d'entrée

Don

Historique du producteur

Quelques jalons dans la carrière de Serge Antoine

- De 1954 à 1970, à la Délégation à l'aménagement du territoire, cet énarque est l'artisan de la création des régions françaises et des observatoires économiques régionaux, il est aussi un des responsables de la mise en place des parcs naturels régionaux et du conservatoire du littoral
- En 1976, il est nommé secrétaire général du Haut comité de l'environnement, devient directeur de la revue « 2000 » de la DATAR.
- En 1971 naît le ministère de l'environnement. Serge Antoine y occupe diverses positions
- notamment chef de la mission des études et de la recherche (1978-1984), puis chef de la mission environnement-développement (1984-1991) - qui lui permettent de contribuer à la définition du patrimoine naturel, à la naissance de la politique environnementale liée à l'aménagement du territoire.
- Il crée, en 1971, dans les salines d'Arc-et-Senans (Doubs) un centre international de réflexions sur le futur (la Fondation Claude-Nicolas Ledoux) qui organise des colloques sur les innovations technologiques et l'évolution de la société. Les archives de la fondation, conservées aux Archives départementales du Doubs, contiennent les actes de ces débats sur l'avenir.
- La création par Serge Antoine, en 1978, du carrefour international de la communication, dans l'Arche de la Défense, procède de la même passion de futurologie et de son sens de l'ouverture. Dans le même esprit, ce visionnaire participe à la création de l'association internationale et de la revue « *Futuribles* », à laquelle il apporte de nombreuses contributions.
- Serge Antoine participe aux conférences des Nations Unies sur l'environnement, de Stockholm (1972) à Rio de Janeiro (1992) et de Kyoto (1997) à Johannesburg (2002), où se détermine l'avenir de notre monde. Les rapports, les études, les documents de travail, les notes et les correspondances recueillis par ce représentant de la France constituent une source précieuse pour l'histoire.
- Serge Antoine est en grande partie à l'origine du Programme des nations unies pour l'environnement (PNUE) en faveur de la **Méditerranée**. Il devient vice-président de ce plan d'action pour la Méditerranée, dit « **Plan Bleu** ». La mobilisation sans précédent d'États multiples et si différents autour du grand plan de sauvetage de la

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en Corse

Méditerranée se décrit dans la durée à travers les expertises, les analyses, les études mais aussi les comptes rendus de réunions, les rencontres des « parties contractantes », les protocoles et les programmes d'intervention.⁴⁴

- Enjeu majeur pour l'environnement, l'accroissement démographique et l'urbanisation sont les thèmes de réflexion et d'action débattus aux sommets mondiaux des villes organisés sous l'égide de l'UNESCO, à Lisbonne (1994) ou à Istanbul (1996). Serge Antoine qui participe à ces conférences contribue à la formation de la Fédération mondiale des cités unies (FMCU).
- Une coopération scientifique, au travers de forums et de publications, s'établit avec de nombreux centres de recherche, tels que le Centre international de recherche sur l'environnement et le développement (CIRED), le Centre international des hautes études agronomiques méditerranéennes (CIHEAM), le Groupement d'études et de recherches sur la Méditerranée (GERME)...
- Serge Antoine s'engage personnellement dans plusieurs organisations : il est administrateur de la « Fondation Seydoux pour la Méditerranée » et président de l'association « Méditerranée 2000 » dont nous pouvons suivre les activités à travers les conseils d'administration.
- En 1992 Serge Antoine participe au sommet de Rio, en tant que conseiller spécial de la France.
- Il est nommé représentant de la France à la Commission méditerranéenne du développement durable créée en 1996. Il préside le Comité français pour l'environnement et le développement durable (le « Comité 21 ») et collabore étroitement avec la Commission mondiale du développement durable.
- Il encourage les initiatives de coopération culturelle par la création d'un réseau de librairies de la Méditerranée, l'organisation de colloques, de forums. Il soutient le projet de protection des « 100 sites culturels méditerranéens » sous le patronage des Nations Unies et prend une part active aux colloques francophones organisées par le haut conseil de la Francophonie à Tunis (1991) ou en marge du sommet mondial de Johannesburg (2002).
- Décès en mars 2006.

Bernard Vuillet

Archiviste au ministère, 2008

Présentation du contenu

Serge Antoine, décédé en mars 2006, a consacré toute sa carrière de haut fonctionnaire à la cause de l'environnement. Son épouse et fidèle collaboratrice, consciente de l'importance de la documentation et des dossiers constitués, décide

⁴⁴ Art 180-366 : Protection de la Méditerranée, 1950-2005

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en Corse

de les donner au ministère de l'Écologie pour les mettre pleinement à la disposition des chercheurs et du public.

Ces archives, représentant 42 mètres linéaires, sont d'une richesse exceptionnelle : elles reflètent toute l'activité et la réflexion de Serge Antoine qui a tenu des postes de haute responsabilité dans l'administration française et dans les instances internationales.

De 1954 à 1970, à la Délégation à l'aménagement du territoire, cet énarque est l'artisan de la création des régions françaises et des observatoires économiques régionaux, il est aussi un des responsables de la mise en place des parcs naturels régionaux et du conservatoire du littoral. Les dossiers conservés retracent les débats et les aspects du remodelage administratif de la France.

Précurseur et homme de convictions, Serge Antoine déploie une énergie inlassable. En 1976, il est nommé secrétaire général du Haut comité de l'environnement, devient directeur de la revue « 2000 » de la DATAR.

En 1971 naît le ministère de l'environnement. Serge Antoine, qui a œuvré à sa création, y occupe diverses positions – notamment chef de la mission des études et de la recherche (1978-1984), puis chef de la mission environnement-développement (1984-1991) – qui lui permettent de contribuer à la définition du patrimoine naturel, à la naissance de la politique environnementale liée à l'aménagement du territoire. Fort de ses relations avec les cabinets ministériels, avec les responsables politiques, il se bat pour faire admettre les exigences écologiques. Il participe aux groupes de réflexion, tels que « prospective et environnement » ou « environnement et aménagement du territoire », multiplie les interventions dans les colloques, écrit des articles dans les revues spécialisées qu'on retrouve dans le fonds d'archives. Les dossiers montrent aussi comment, des préoccupations environnementales, la pensée de Serge Antoine s'élargit à la protection du patrimoine culturel et s'intéresse même à l'aménagement du temps et des loisirs.

Très tôt, Serge Antoine envisage les problèmes à l'aune de l'international. Pour l'aménagement du territoire, par exemple, sa réflexion s'étend d'emblée à l'horizon européen. Passionné de prospective et ouvert à la coopération internationale, il crée, en 1971, dans les salines d'Arc-et-Senans (Doubs) un centre international de réflexions sur le futur (la Fondation Claude-Nicolas Ledoux) qui organise des colloques sur les innovations technologiques et l'évolution de la société. Les archives de la fondation, classées à part du fonds Serge Antoine, contiennent les actes de ces débats sur l'avenir auxquels participent des experts venus d'Europe et d'ailleurs.

La création par Serge Antoine, en 1978, du carrefour international de la communication, dans l'Arche de la Défense, procède de la même passion de futurologie et de son sens de l'ouverture. Dans le même esprit, ce visionnaire participe à la création de l'association internationale et de la revue « *Futuribles* », à laquelle il apporte de nombreuses contributions.

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en Corse

La dimension internationale, Serge Antoine va pleinement la mettre en pratique en participant aux conférences des Nations Unies sur l'environnement, ces sommets mondiaux, de Stockholm (1972) à Rio de Janeiro (1992) et de Kyoto (1997) à Johannesburg (2002) où se détermine l'avenir de notre monde. Les rapports, les études, les documents de travail, les notes et les correspondances recueillis par ce représentant de la France constituent une source précieuse pour l'histoire. A travers ces dossiers réunis par un témoin et acteur de premier plan, on peut suivre les préparatifs à ces forums, puis leur déroulement et les orientations prises.

C'est à la conférence de Stockholm en 1972 que Serge Antoine commence à évoquer l'intérêt d'une coopération multilatérale pour la préservation de la Méditerranée. Il est en grande partie à l'origine de l'initiative prise par le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) en faveur de la Méditerranée, initiative qui conduit au rapprochement des États riverains signataires des accords de Barcelone (1975). Serge Antoine est considéré à juste titre comme le « père du Plan Bleu », ce Plan d'action pour la Méditerranée (PAM) qui ne s'attache pas seulement à lutter contre les sources de pollution, mais entend établir un développement intégré et une gestion attentive des ressources à l'échelle du bassin. Le Plan Bleu, dont Serge Antoine est l'organisateur et le fervent ambassadeur auprès des autorités politiques comme auprès de la communauté scientifique, tant en France qu'en Europe et dans tout le monde méditerranéen, occupe la plus grande part de ce fonds d'archives. La mobilisation sans précédent d'États multiples et si différents autour du grand plan de sauvetage de la Méditerranée se décrit dans la durée à travers les expertises, les analyses, les études mais aussi les comptes rendus de réunions, les rencontres des « parties contractantes », les protocoles et les programmes d'intervention.

A l'immensité de la tâche correspondent la diversité et la technicité des dossiers que Serge Antoine a patiemment étudiés, annotés, complétés. Aux côtés des textes officiels, des rapports publiés et des communications, l'historien a la chance de trouver, dans ce gisement documentaire, les notes préparatoires, les échanges, les projets qui éclairent sur le travail en profondeur effectué en amont des déclarations solennelles et des rencontres diplomatiques.

Pour s'investir dans tant de projets à la fois et gérer cette masse d'informations, Serge Antoine, distingue les domaines d'intervention tels que la protection du littoral, l'état de la pollution marine, la gestion des ressources en eau, l'évolution de l'agriculture et de la forêt méditerranéenne, le changement climatique... Enjeu majeur pour l'environnement, l'accroissement démographique et l'urbanisation sur le pourtour de la Méditerranée figurent parmi les principaux thèmes de réflexion et d'action. « Le fait urbain, déclare Serge Antoine, est pour moi au cœur de la problématique des sociétés contemporaines. Cela m'est apparu à maintes reprises et, en particulier, lors de la conférence de Vancouver en 1976 sur l'habitat et les établissements humains. » Les sommets mondiaux des villes organisés sous l'égide de l'UNESCO, à Lisbonne (1994) ou à Istanbul (1996), montrent bien que la pensée

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en Corse

du visionnaire s'applique au-delà du bassin méditerranéen. Serge Antoine contribue à la formation de la Fédération mondiale des Cités unies (FMCU).

En tant que vice-président du Plan Bleu, il entretient des relations avec les instances internationales (UNESCO, OCDE...) et les représentants des gouvernements, dont les dossiers se font l'écho. Relations avec les bailleurs de fonds que sont la Banque européenne d'investissement et la Banque mondiale, avec la Commission européenne dans le cadre du programme Euro-Méditerranée qui institue un partenariat entre les deux rives de la Méditerranée. Contacts également avec les Organisations non gouvernementales associées aux travaux du Plan Bleu, avec les organismes liés à la protection et au développement de la Méditerranée comme l'Institut méditerranéen de l'eau (IME), Environnement, développement et action (ENDA) , ou encore le Mediterranean Aspen Institute.

Une coopération scientifique, au travers de forums et de publications, s'établit avec de nombreux centres de recherche, tels que le Centre international de recherche sur l'environnement et le développement (CIRED), le Centre international des hautes études agronomiques méditerranéennes (CIHEAM), le Groupement d'études et de recherches sur la Méditerranée (GERME)...

Pour Serge Antoine, le travail pour la protection et le développement de la Méditerranée se traduit aussi par un engagement personnel dans plusieurs organisations : il est administrateur de la « Fondation Seydoux pour la Méditerranée » et président de l'association « Méditerranée 2000 » dont nous pouvons suivre les activités à travers les conseils d'administration.

Toujours à l'avant-garde des idées, il fait siens le concept d'écodéveloppement formulé par Ignacy Sachs (professeur à l'École des hautes études en sciences sociales) vers 1974, et la notion de développement durable officialisée par le rapport Brundtland en 1987. Désormais, comme le montrent ses dossiers, s'impose une stratégie d'écodéveloppement et de développement durable qu'il tend à mettre en œuvre avec ses partenaires méditerranéens.

En 1992, le sommet de Rio, auquel Serge Antoine participe en tant que conseiller spécial de la France, nourrit sa réflexion et donne un nouveau dynamisme au Plan Bleu. Serge Antoine est nommé représentant de la France à la Commission méditerranéenne du développement durable créée en 1996. Il préside le Comité français pour l'environnement et le développement durable (le « Comité 21 ») et collabore étroitement avec la Commission mondiale du développement durable.

Comme le prouvent ses interventions et écrits, il a depuis longtemps une conception globale du développement. Il ne considère pas l'environnement comme un domaine, mais associe sa protection au développement économique et social et au respect des pratiques culturelles.

Dès son entrée au ministère, cet homme de dialogue et d'ouverture agit pour instaurer une éducation à l'environnement ainsi que pour une meilleure connaissance réciproque entre les cultures. Il encourage les initiatives de

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en Corse

coopération culturelle (création d'un réseau de librairies de la Méditerranée, organisation de colloques, de forums), il soutient le projet de protection des « 100 sites culturels méditerranéens » sous le patronage des Nations Unies et prend une part active aux colloques francophones organisées par le haut conseil de la Francophonie à Tunis (1991) ou en marge du sommet mondial de Johannesburg (2002).

Au terme de cette fructueuse carrière consacrée à la protection et à la mise en valeur de l'environnement, les archives laissées par Serge Antoine revêtent un caractère exceptionnel. Les dossiers permettent de suivre les étapes de la réflexion d'un précurseur, les engagements et les actions d'une personnalité influente, pendant près d'un demi-siècle où l'écologie s'est peu à peu imposée comme le principal enjeu de notre survie. Par ses hautes fonctions, par ses relations avec le monde scientifique, politique et associatif, et surtout par l'envergure de sa pensée, il nous conduit au cœur de décisions qui engagent notre avenir.

L'entrée des archives de Serge Antoine aux Archives nationales s'inscrit dans la continuité de l'œuvre du militant et pédagogue qui déclarait : « je suis le père du Plan Bleu, mais nous en sommes tous propriétaires ».

Bernard Vuillet, archiviste au ministère, 2008

Corse-du-Sud

Binet Eric, haut fonctionnaire

Niveau de description

Fonds

Intitulé

Fonds numérique : entretien d'Eric Binet, personnalité de la protection de la nature et de l'environnement

Dates extrêmes

12 avril 2024



Cliquer sur l'image pour écouter l'extrait

Noms des principaux producteurs

Association pour la protection de la nature et de l'environnement

Historique de l'association

L'Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement (AHPNE) a été créée en 2011. Elle a pour objet :

de rassembler et faire connaître les travaux existant en France et à l'étranger sur l'histoire de la protection de la nature, des sites et des paysages ; l'histoire de l'écologie, de l'environnement et du développement durable ;

d'encourager de nouveaux travaux sur ces thèmes ;

de susciter des recherches, des études, des bibliographies et des guides de sources et fonds documentaires, les publier et assurer leur promotion et leur accès auprès du public ;

d'organiser des séminaires, des colloques et toutes autres manifestations dans ce domaine ;

de promouvoir et aider à la coordination des efforts des institutions, des personnes physiques et morales qui effectuent des études et des recherches dans ce domaine ;

de favoriser le rassemblement, le classement et la conservation de tout document utile à la connaissance de cette histoire ;

de nouer et entretenir avec des institutions publiques et privées, des associations, y compris étrangères, qui poursuivent des objectifs semblables, des relations visant à développer des synergies dans ce domaine.

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en Corse

Biographie du témoin

Délégué régional à l'architecture et à l'environnement (DRAE) en Corse 1989 à 1991. Directeur de l'environnement de Languedoc-Roussillon 1992-1997 puis des Pays de la Loire jusqu'en 2003. Voir Curriculum vitae⁴⁵

Importance matérielle

80 Mo

Durée

2h45 mn

Langue des documents

Français

Institution responsable de l'accès intellectuel

Archives nationales

Conditions d'accès

La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. L.213-1 à L.213-7. Voir contrat de confidentialité

Conditions de réutilisation

Non librement réutilisable.

Modalités d'entrée

Don

Accroissement

Fonds ouvert

Présentation du contenu

L'entretien a été organisé conjointement par l'AHPNE et Florence Descamps, enseignante à Sciences-Po Paris. L'entretien réalisé par des étudiants.es de Sciences-Po, porte sur la jeunesse, et le différents postes à caractère environnemental du témoin dont celui de DRAE de Corse. Ce fonds comporte, en format numérique⁴⁶, l'entretien sonore, le contrat de condition de communicabilité, un curriculum vitae, une fiche analytique, une fiche chrono-thématique et la grille d'entretien

Contact Archives nationales deata.an@culture.gouv.fr

⁴⁵ Voir répertoire détaillé <https://ahpne.fr/Repertoire-d-archives-detaille-entretien-avec-Eric-Binet-personnalite-de-la>

⁴⁶ Voir répertoire détaillé <https://ahpne.fr/Repertoire-d-archives-detaille-entretien-avec-Eric-Binet-personnalite-de-la>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en Corse

Leenhardt Michel, directeur-fondateur du parc national de Corse⁴⁷

Dates d'existence

1942-2023

Biographie

Ingénieur des eaux et forêts, Michel effectue un stage d'ingénieurs français dans les parcs nationaux américains et devient le premier directeur du Parc naturel régional (PNR) de Corse en 1972. Il le restera jusqu'en 1998 avec à son actif, l'impulsion d'une politique de protection du patrimoine naturel dans l'île de beauté dont la création de la réserve naturelle de Scandola en 1975, première réserve naturelle de Corse à la fois terrestre et marine.

En 1982, Michel est naturellement présent à l'AG constitutive de la « Conférence permanente des réserves naturelles (CPRN) » à Paris, dans les locaux de l'Inspection générale de l'environnement, assemblée qui réunit 30 réserves naturelles. Lors de cette réunion historique, Michel est élu premier président de la CPRN, devenue un peu plus tard Réserves naturelles de France. Il effectuera d'ailleurs un deuxième mandat de président de RNF de 1988 à 1991 et renforcera durablement les liens entre le ministère de l'environnement et le réseau des réserves naturelles qui s'étoffe.

Michel est de tous les réseaux de la protection de la nature. En 2012, président de l'Association des amis du PNR de Corse, il transforme cette association en Conservatoire d'espaces naturels de Corse.

Sources Portail Réserves naturelles

Présentation du contenu

Président de l'Association des amis du parc naturel régional de Corse (AAPNRC)

Synthèses, rapports

1974-2018

0,5 ml

Fédération des parcs

Synthèses, rapports de mission à l'étranger

1976-1979

0,5 ml

⁴⁷ Inventaire d'archives <https://ressources.histoire-environnement.org/Fonds-Michel-Leenhardt-1942-2023>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en Corse

Directeur du Parc naturel régional de Corse

Synthèses, rapports, correspondance

1960-1980

0,8 ml

Don aux Archives départementales. En cours de procédure

Lieu de conservation : Archives départementales de Corse-du-Sud

Communicabilité : non communicable. En cours de classement

Associations

Corse-du-Sud

Conseil d'architecture d'urbanisme et d'environnement de la Corse du Sud

75J 1-34⁴⁸

Archives du Conseil d'Architecture d'Urbanisme et d'Environnement de la Corse du Sud (CAUE)

1979 - 1987

Présentation du contenu

Études et documentation, informations, conseils et assistance technique (collectivités locales, associations, particuliers), interventions en milieu scolaire.

Historique du producteur

Conseil d'architecture, d'urbanisme et d'environnement de la Corse du Sud

Modalités d'entrée

Don

Conditions d'accès

Accès en partie soumis à autorisation

Conditions d'utilisation

Reproduction soumise en partie à autorisation

Autre(s) instrument(s) de recherche

Bordereau de Versement, dactyl

Description physique

4,50 ml

Fournisseur de contenu

Archives départementales de la Corse-du-Sud

⁴⁸ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Fonds-du-Conseil-d-Architecture-d-Urbanisme-et-d-Environnement-de-la-Corse-du>

Annexes

Liste des sigles

AAPNRC : Association des amis du parc naturel régional de Corse

AD : Archives départementales

AEE : Agence pour les économies d'énergie

ADEME : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie

AFME : Agence française pour la maîtrise de l'énergie

AN : Archives nationales

ATEN : Atelier technique des espaces naturels

CAUE : Conseil d'architecture d'urbanisme et d'environnement

CEMAGREF : Centre national du machinisme agricole du génie rural, des eaux et des forêts

CLRL : Conservatoire du littoral et des rivages lacustres

CNEXO : Centre national pour l'exploitation des océans

CNPN : Conseil national de la protection de la nature

COMES Commissariat à l'énergie solaire

DIREN : Direction régionale de l'environnement

DDAF : Direction départementale de l'agriculture et de la forêt

DDE : Direction départementale de l'équipement

DDTM : Direction départementale des territoires et de la mer

DFCI : Défense de la forêt contre les incendies

DPF : Domaine public fluvial

DRAE : Délégation régionale de l'architecture et de l'environnement

DREAL : Direction régionale de l'environnement, aménagement et logement

DRIRE : Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement

IFREMER : Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer

ONF : Office national des forêts

PAC : Politique agricole commune

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature en Corse

PAM : Plan d'action pour la Méditerranée

PAPI : Plan d'action et de prévention des inondations

PER : Plan d'exposition aux risque naturel

PNR : Parc naturel régional

PNUE : Programme des Nations Unies pour l'environnement

POS : Plan d'occupation des sols

PPR : Plan des risques naturels

PUD : Plan d'urbanisme directeur

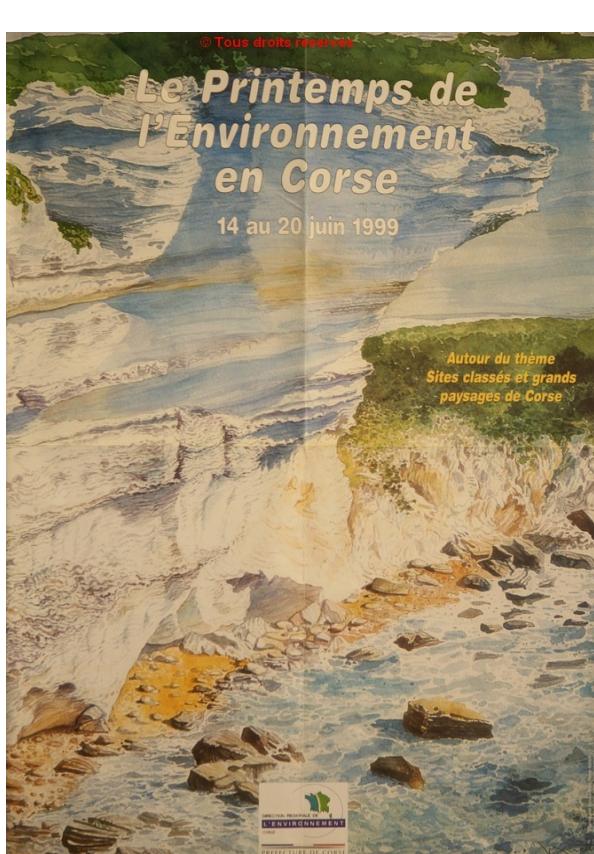
RNF : Réserves naturelles de France

Liste des illustrations

Les falaises de Bonifacio

<p>© tous droits réservés</p>  <p>Site des falaises et du plateau de Bonifacio et du massif du mont de la Trinité (département de la Corse-du-Sud) classé par décret du 13 février 1996</p> <p>Les Falaises de Bonifacio</p> <p>Situé à l'extrême sud de l'île de Beauté, le site de Bonifacio est l'un des plus remarquables que recèle la Corse. La blancheur des parois calcaires qui plongent dans la mer d'une hauteur de plus de soixante mètres, le bleu profond de la Méditerranée battue</p> <p>par les vents engouffrés dans l'étroit passage, parsemé de petites îles, qui sépare la Corse de la Sardaigne, la vue saisissante de la vieille ville enfermée dans ses remparts à l'extrême bord de la falaise...</p> <p>tout concourt à sculpter, dans la lumière immobile, un paysage à la beauté violente.</p> <p></p>	<p>Les falaises de Bonifacio</p> <p>« Les Falaises/de Bonifacio/ [...] », Parimage (Ed.), [1999], photo de Jacques Guillard, [vue des falaises et du plateau de Bonifacio et du massif du mont de la Trinité en Corse-du-Sud, plus logo], 1 ex., 40 x 30 cm, couleur</p> <p>Archives nationales</p> <p>Cote 20060546/25</p>
---	---

Le printemps de l'environnement en Corse



« Autour du thème Sites classées et grands paysages de Corse », Le printemps de l'environnement en Corse du 14 au 20 juin 1999

DIREN Corse, d'après une aquarelle de Pierre Moretti, 40x60 cm, couleur, 1999

Archives nationales

Cote 20070641/13

Entretiens de personnalités de la protection de la nature

Binet Eric, Directeur régional de l'environnement Corse 1989-1991

L'entretien a été organisé conjointement par l'AHPNE et Florence Descamps, enseignante à Sciences-Po Paris. L'entretien réalisé par des étudiants.es de Sciences-Po, porte sur la jeunesse, l'information et le premier poste à caractère environnemental du témoin⁴⁹



⁴⁹ Voir descriptif détaillé du fonds numérique <https://ahpne.fr/Repertoire-d-archives-detaille-entretien-avec-Eric-Binet-ancien-Delegue>

Index des institutions et associations

Archives départementales de Corse-du-Sud.....	13, 14, 17, 21, 27, 30, 33, 47
Archives départementales de Haute-Corse: :	18, 19, 20
Archives nationales:.....	12, 15, 16, 22, 23, 24, 25, 26, 28, 29, 32, 35, 36, 37, 45
Centre international de recherche sur l'environnement et le développement.....	39, 42
Centre international des hautes études agronomiques méditerranéennes.....	39, 42
Comité français pour l'environnement et le développement durable.....	39
Commission méditerranéenne du développement durable:.....	39
Conseil d'architecture, d'urbanisme et d'environnement de Corse-du-Sud:.....	14, 47
Conseil national de la protection de la nature.....	23, 28
Conservatoire du littoral et des rivages lacustres:.....	25
Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale.....	29
Délégation régionale à l'architecture et à l'environnement Corse.....	45
Direction de l'eau.....	22
Direction de la nature et des paysages.....	23, 25, 27, 28
Direction de la prévention des pollutions et des risques.....	31
Direction départementale de l'agriculture et de la forêt de Corse-du-Sud.....	17
Direction départementale de l'agriculture et de la forêt de Haute-Corse.....	17, 18, 19
Direction départementale des territoires et de la mer de Corse-du-Sud.....	33
Direction des pêches maritimes et de l'aquaculture.....	8
Direction régionale de l'environnement de Corse:.....	12, 27
Fédération mondiale des cités unies:.....	39
Groupement d'études et de recherches sur la Méditerranée.....	39, 42
Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer.....	24
Institut méditerranéen de l'eau.....	42
Mediterranean Aspen Institute.....	42
Préfecture de la Corse-du-Sud:	21, 30, 34

Index matière

Agriculture.....	8, 16, 17, 18, 28, 41
Alimentation en eau potable.....	17
Aménagement.....	8, 27
Aménagement du territoire.....	29, 38, 4
Biodiversité.....	28
Biotope.....	24
Calamité agricole.....	18, 34
Changement climatique.....	41
Développement durable.....	8, 42
Éducation à l'environnement.....	42
Espace naturel.....	14, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30
Forêt.....	16, 18, 19, 20, 28, 33, 41
Forêt méditerranéenne.....	16
Incendie de forêt:.....	33
Installation classée.....	31
Littoral.....	27, 28, 30
Natura 2000.....	28
Parc national marin.....	27
Parc naturel régional.....	14, 27
Phare:.....	35
Pollution maritime.....	36
Programme protégé méditerranéen.....	18
Remembrement.....	17
Réserve naturelle.....	24, 27
Risque industriel.....	32
Risque naturel.....	18, 33? "
Site protégé.....	27

Géolocalisation des fonds d'archives publiques et privées

Sur le site <https://ressources.histoire-environnement.org/>, vous avez la possibilité de géolocaliser les fonds d'archives via une carte

<https://ressources.histoire-environnement.org/Carte?filtre=ressources>



Géolocalisation des fonds d'archives concernant la Corse-du-Sud

Sites Internet

Archives départementales de la collectivité de Corse

<http://archives.isula.corsica/>

Archives nationales - salle de lecture virtuelle

<https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/>

Association pour l'histoire de protection de la nature et de l'environnement (AHPNE)

Site principal

<https://ahpne.fr/>

Inventaire des archives publiques et privées relatives à la protection de la nature et de l'environnement

<https://ressources.histoire-environnement.org/Ressources>